

canadiens ont exprimé l'espoir que le Mexique et les autres membres prennent les mesures nécessaires pour permettre au Canada de devenir membre très bientôt. Les ministres canadiens ont fait part de l'intention de leur gouvernement d'apporter une contribution considérable, en tant que membre titulaire, aux ressources ordinaires de la Banque de même qu'à son fonds pour les opérations spéciales. Des discussions intensives se poursuivent présentement sur ces questions.

Les ministres mexicains ont noté avec satisfaction l'activité croissante du Canada dans les affaires inter-américaines et ont dit qu'ils secondaient fermement l'intention du Canada de faire accréditer un observateur permanent auprès du Conseil de l'Organisation des Etats américains et de demander à devenir membre titulaire de la Banque inter-américaine de développement.

Les ministres ont échangé des opinions sur ce que réserve la troisième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui aura lieu à Santiago, au Chili, en avril 1972. Les ministres mexicains ont souligné l'importance qu'ils attachaient à la Conférence comme moyen de promouvoir les intérêts des pays en voie de développement. Ils ont exprimé leur intérêt particulier à voir les pays en voie de développement appliquer le plus tôt possible le système préférentiel général au sujet duquel un accord de principe avait été conclu à la Nouvelle-Delhi en 1968. Les ministres canadiens ont reconnu la contribution qu'un système préférentiel général pourrait apporter à l'extension de l'accès des produits des pays en voie de développement sur le marché et ont réitéré l'intention du Canada d'y participer.

Les ministres ont étudié les mesures économiques des Etats-Unis qui ont de graves implications pour le Canada et le Mexique. Tout en reconnaissant l'importance, pour le commerce mondial, d'une économie forte et dynamique aux Etats-Unis, ils ont exprimé l'espoir que la période d'incertitude que les mesures prises par les Etats-Unis ont créée soit de courte durée. Les ministres ont fait remarquer en particulier que la surtaxe des Etats-Unis sur les importations aura un effet défavorable sur une partie considérable des exportations des deux pays, qui sont tous deux de proches voisins des Etats-Unis, et que si elle était maintenue, elle pourrait compromettre une plus grande libéralisation du commerce mondial, dont tous les pays ne peuvent que bénéficier. Ils ont souligné que la surtaxe devait être enlevée le plus tôt possible.

Les ministres ont fait remarquer qu'il y avait eu une augmentation considérable du commerce entre les deux pays, mais ils ont admis qu'il existait des possibilités